



SOMMAIRE :

|  |   |
|--|---|
| Edito                                  | 1 |
| La motivation                          | 2 |
| La méthode                             | 2 |
| Le mensonge                            | 3 |
| Le mépris                              | 3 |
| À la poste<br>venez comme<br>vous êtes | 4 |

## SPECIALE GEOGRAPHIE REVISITEE FINISTERE

### Edito

Chers collègues Finistériens,

L'heure est assez grave pour que paraisse ce numéro exceptionnel de Charabia. Dans l'urgence, il est ici nécessaire de faire un point d'étape et plus que tout, réfléchir à la riposte nécessaire. L'edito sera très court, j'y rappellerai le projet V-1 de la directrice, véritable provocation que peu de départements avaient osé, au regard du nombre d'agents impliqués dans cette proposition, mais j'y reviendrai..

La raison de cette parution est simple : bien comprendre l'ennemi pour mieux riposter, j'appelle TOUS les agents à prendre le temps de la réflexion et à bien comprendre que **la réponse sera COLLECTIVE ou ne sera pas**. L'intersyndicale s'occupe des territoires, des élus, des partenaires de la société civile. Les agents, premières victimes dans ce projet, auront à réagir!

Dans le Calvados, où j'ai autrefois sévit, nous avons cet excellent mets que l'on appelle andouille 4A, dans le Finistère, j'ai le plaisir de vous proposer la fripouille 4M. Je laisse le soin à chacun de mettre une entité sur le mot fripouille, je me charge de vous expliquer les 4 M : **MOTIVATION, METHODE, MENSONGE et MEPRIS**.

Tout d'abord un petit rappel s'agissant du projet :

Disparition de tous les SIE sauf Morlaix et création d'un SIE à Concarneau  
Disparition de tous les SIP sauf Morlaix et Chateaulin et création d'1 sip à Concarneau

PCE vers CHATEAULIN et PCRП vers QUIMPER et SPF maintenus à BREST

BCR vers Chateaulin et Equipe De Renfort supprimée

Brigades Vérification à QUIMPER et BREST

Disparition de **TOUTES** les trésoreries et création de 4 pôles Gestion publique à « LANDERNEAU, BREST, MORLAIX et DOUARNENEZ »

Deux trésoreries « hôpital » maintenues pour tendre vers la régionalisation

Paierie départementale de Brest maintenue mais très vite transformée en agence comptable

La trésorerie Amendes transférée à Carhaix

Les services de direction de BREST rejoindront QUIMPER

Le CPS deviendra centre de contact

Un SDIF à BREST.

## MOBILISONS NOUS

*Le secrétaire*

## La MOTIVATION

La motivation, vous le savez, la CGT n'a de cesse de la dénoncer, elle est purement comptable, dans une oligarchie qui a placé son disciple Macron au pouvoir...il était évident que tout devait s'accélérer.

Dans l'esprit de ces financiers, le service public est un coût, et les missions peuvent devenir profits...alors pourquoi se gêner?

Le but est d'offrir des pans entiers de l'Etat social (maladie, retraites...) qui sont des marchés juteux à des entreprises privées et de se débarrasser des services que certaines fripouilles taxent de « non rentables ». Une logique marchande s'installe pour le plus grand plaisir de ceux qui possèdent déjà beaucoup et qui voudrait transformer l'usager en client.

## LA METHODE

Vous l'avez compris, la méthode a joué un rôle essentiel. C'est une véritable stratégie de guerre qui est en jeu ici. Dans sa liminaire du mois de mai 2019, la CGT la suspectait sans se tromper. Nous déclarions deviner que derrière la tenue de camouflage se préparait une attaque sans précédent!

Le syndicat a toujours précisé que la directrice du Finistère n'avait pas le monopole de la servitude, mais avouons ne pas avoir imaginé une collaboration aussi marquée que celle que nous découvrons ce jour.

Dans la cadre d'une véritable stratégie, dans un Sterenn devenu bunker, notre direction avançait à pas de loup, pour engager la bataille ce jeudi 6 juin, devenu jeudi noir à la DGFIP.

Plus qu'ailleurs, dans le Finistère, l'attaque préméditée a été foudroyante, empêchant toute réaction rationnelle : jeudi soir, envoi des cartes « géographie revisitée », vendredi matin convocation des chefs de service, l'après midi, invitation aux Organisations syndicales, le week end, la presse informée publie la propagande qu'on lui a vendue, mardi, tous les agents sont invités à une réunion qui annonce une pseudo concertation.

En la matière, je veux ici dire aux agents qu'ils sont victimes de ce que les spécialistes de la guerre appellent l'attaque surprise, de celle qui a un impact tellement fort sur le moral de l'adversaire qu'il en est tétanisé, avec le risque de devenir incapable d'utiliser quelques ressources que ce soit!

**NON, cette agression ne doit en aucun cas nous effrayer, elle est stratégique et exige une riposte adaptée**

## LE MENSONGE

Mensonge qu'on pourrait nommé communication...la directrice n'a eu de cesse d'expliquer qu'il s'agissait d'un projet V-1, impliquant par là même qu'elle compte en proposer un autre...

La manipulation est en place, la supercherie consiste à laisser croire aux agents qu'ils auraient un mot à dire...mais que pourraient ils choisir en définitive??? Choisir les sites à sauver, choisir les services à garder...autant de points de vues que d'agents, c'est une évidence!

NON il n'y aura aucune avancée dans ce projet sans retrait total de celui-ci. Ne vous y trompez pas, c'est cela que la direction espère...la division...une division qui obligerait les agents à se contrer les uns les autres en prétextant ou en arguant que leur site vaut mieux que les autres

La fulgurance de l'attaque implique un isolement et un repli sur soi...mais la directrice l'a précisé lors des réunions avec les agents...si un site est maintenu, ce sera au détriment d'un autre...**TOUT EST DIT**

**ET QUID DU GRAND MENSONGE** que la CGT a mis en lumière lors de cette même réunion

Après avoir expliqué, comme à la presse, pendant plus d'une heure, l'intérêt d'un tel projet...service public de proximité, présence accrue, intérêt de l'utilisateur, élus demandeurs, blabla...le tout avec un rythme de phrases rassurantes et une infantilisation de l'assemblée « ceux qui veulent bien réfléchir », « vous pouvez ricaner » etc... Aussi, fallait il qu'un membre de la direction locale, répondant à une question, vienne t enfin a dire une forme de vérité : « la suppression des trésoreries sert à accompagner les suppressions d'emploi venue et à venir »...

Et comme la CGT l'a rappelé, ce n'est pas au nombre de points sur une carte trafiquée, que l'on mesure la qualité d'un service public...auriez vous placé sur la carte, madame la directrice, un point pour chacune des communes du Finistère (environ 280) en proposant un accueil d'une demi journée par mois que cela n'aurait pas amélioré la qualité du service rendu...

## LA DIRECTION MENT SANS SCRUPULE

## LE MEPRIS

Au-delà du mensonge qui alimente le mépris ressenti désormais par les agents du Finistère, que dire de la manière dont ils sont traités? Les agents de la DGFIP n'ont eu de cesse de s'adapter au réseau, ont connu la fusion en 2008, subissent, depuis des années, des suppressions d'emplois qui détériorent leurs conditions de travail, ont accompagné des usagers souvent en colère du fait des politiques désastreuses, n'ont eu de cesse d'adapter leurs outils de travail sans cesse réinventés, ont accompagné la réforme du PAS avec un professionnalisme incontestable et incontesté, ont vu leur traitement quasi gelé pendant 10 ans...aujourd'hui, il seraient remerciés en les intimant à changer de cadre de travail, à se déplacer loin de leur domicile, à remettre en cause leur quotidien en impliquant des changements familiaux qu'ils devraient assumer au nom de rien...

## TOUT CELA S APPELLE MEPRIS

## AU SUIVANT

La suite, on la connaît, sauf élan de naïveté inconcevable, il suffit de regarder comment le réseau de la poste a été désintégré pour savoir ce qui attend les élus et la ruralité. Un processus dans lequel les agents de la DGFIP doivent se reconnaître... Fusion en 2008, externalisation des missions (le PAS, le cadastre, le recouvrement etc...), abandon de la ruralité, suppression massive de personnels... un processus connu de tous et non équivoque !!!

Je vous livre ci-dessous des réactions d'élus locaux bernés dans une logique de désertification paisible... à l'époque, en 2015, on se battait contre la disparition des points de contact que la poste s'était enorgueillie de créer pour mieux vendre son projet, autrement dit pour abuser les administrés.

Ces extraits sont incontestablement éloquentes...

« En octobre dernier, le ciel tombe sur la tête de l'édile. La société anonyme à capitaux publics lui annonce brutalement la réduction des horaires du bureau, prétextant d'une baisse de fréquentation le samedi, pourtant jour de marché. L'enseigne lui laisse le « choix » entre la fermeture ce jour-là et la transformation en agence postale communale (APC). Ce -passage en APC permet à La Poste de se -défausser de ses missions sur les maires, qui se retrouvent contraints de financer le personnel et les locaux »

Une conseillère municipale, se souvient, « La Poste nous avait dit vous serez "variable d'ajustement". Résultat, personne ne sait jamais quand le bureau est ouvert. Les gens en ont marre de se casser le nez et finissent par ne plus se déplacer. C'est comme ça que l'entreprise organise la baisse de fréquentation ! »

« En zone rurale et dans les petites villes, les bureaux sont progressivement transformés en « agences postales » ou remplacés par des points de contact. Les usagers n'ont plus accès à toute la gamme des prestations offertes normalement par un bureau de plein exercice. En tant que contribuables locaux, ils financent une bonne part du maintien d'une « présence postale » diminuée. En concordance, la direction de La Poste supprime des milliers d'emplois et entend ne plus renouveler 4 départs à la retraite sur 5 »

